



Réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest
Paris, le 22 avril 2011

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Malgré une production agricole record en 2010/2011, la hausse des prix des denrées sur le marché international, les taux de malnutrition élevés ainsi que les crises politiques dans la région pourraient fragiliser la situation alimentaire des populations vulnérables dans les centres urbains et dans les zones agro-pastorales. Les crises socio-politiques dans la région perturbent le fonctionnement du marché régional et provoquent des mouvements de populations qui génèrent une insécurité préoccupante.

Les membres du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) réunis à Paris les 21 et 22 avril 2011 confirment des productions céréalières record pour la campagne agricole 2010/2011 au Sahel et en Afrique de l'Ouest. La production céréalière globale est estimée à 60 millions de tonnes, représentant une hausse de 16 % par rapport à 2010. Au niveau des pays membres du CILSS, la production céréalière est estimée à 22 millions de tonnes, soit une hausse de 39 % par rapport à l'année dernière et de 45 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Des excédents céréaliers ont été enregistrés au Niger, au Burkina Faso, au Tchad et au Mali. Les stocks publics sont en voie de reconstitution. La production de niébé et d'arachide a augmenté respectivement de 23 % et 12 % par rapport à 2010.

Les marchés de produits agro-alimentaires sont bien approvisionnés. Les prix des céréales aux consommateurs sont inférieurs à ceux de l'année dernière mais restent supérieurs à la moyenne des cinq dernières années. Cette situation pourrait se dégrader au début de la période de soudure en raison des répercussions probables de la hausse des prix mondiaux sur les marchés ouest-africains. Les termes de l'échange bétail/céréales sont meilleurs que ceux de l'année dernière du fait de l'état d'embonpoint satisfaisant du cheptel et de la croissance de consommation urbaine de la viande sahélienne dans les pays côtiers en substitution aux importations sur le marché international. L'accès alimentaire des ménages pastoraux et agropastoraux durement éprouvés par la crise alimentaire en 2010 s'est nettement amélioré. Les populations affectées par la crise pastorale de 2010 n'ont pas encore reconstitué leurs stocks et leurs moyens d'existence.

Cependant, en dépit de l'amélioration des disponibilités céréalières et de l'accès alimentaire, les taux de malnutrition aiguë restent au-dessus des seuils d'urgence au Niger et au Tchad. Les crises socio-politiques dans la région perturbent le fonctionnement du marché régional des produits agro-alimentaires. Celles-ci entraînent déjà le retour de migrants et affectent les populations les plus vulnérables des pays voisins dépendant essentiellement des revenus issus de la migration.

Par ailleurs, les participants à la réunion estiment que la mise en œuvre du réseau des offices chargés de la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire – RESOGEST – constitue un instrument important du RPCA. Ils proposent aux organisations d'intégration régionale ouest-africaines (CEDEAO, UEMOA et CILSS) d'accélérer la mise en œuvre, la coordination et le fonctionnement de cet outil. Les acteurs majeurs du marché, le secteur privé et la société civile doivent y jouer un rôle fondamental.

Sur la base de ce qui précède, les membres du réseau recommandent :

➤ **Aux États de :**

- Accélérer la reconstitution des stocks de sécurité alimentaire, notamment dans les grands bassins de production du Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad ;
- Promouvoir la protection sociale des populations les plus vulnérables à travers la définition et la mise en œuvre de filets sociaux participatifs ;
- Prendre en compte les programmes nutritionnels à travers la budgétisation, les aspects éducationnels et la valorisation des produits locaux ;
- Poursuivre et renforcer les actions de soutien aux populations vulnérables à travers la mise en place de projets de gestion durable de l'environnement et des projets multi-pays.

➤ **Aux dispositifs d'information sur la sécurité alimentaire (CILSS, FEWS NET, FAO, PAM) :**

- Renforcer le suivi des populations vulnérables affectées par la hausse des prix, les déplacés des crises socio-politiques notamment (Côte d'Ivoire et Libye) ;
- Mettre à la disposition des acteurs toute l'information nécessaire pour la prise de décision.

➤ **A la CEDEAO, UEMOA :**

- Assurer une réponse urgente à la demande des États et des acteurs humanitaires dans les zones d'accueil des populations déplacées suite aux crises socio-politiques ;
- Faire respecter les dispositions réglementaires du commerce sur la libre circulation des personnes et des biens et accélérer la construction du marché commun ;
- Promouvoir et appuyer des concertations régulières entre acteurs du marché pour un large partage d'informations sur les opportunités de commerce ;
- Accélérer la mise en œuvre du RESOGEST et budgétiser les financements annuels des stocks.

➤ **A la Société civile :**

- Veiller au suivi des engagements et assurer une diffusion large des actions des différents acteurs.

➤ **Aux partenaires techniques et financiers :**

- Appuyer les États et les OIG dans les programmes de renforcement nutritionnel soutenus par des actions préventives.

Fait à Paris, le 22 avril 2011

Le RPCA